

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 45.751/2
DU 21 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 23 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de décompte relatives aux réductions ou augmentations générales d'impôt et aux réductions d'impôt octroyées par les Régions.", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Selon son préambule, l'arrêté à l'examen puise son fondement juridique dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001.

Cet article 9, § 1^{er}, alinéa 5, dispose :

"Les modalités de décompte de l'application des réductions et des augmentations générales d'impôt, des centimes additionnels et des réductions d'impôt sont réglées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres après concertation préalable avec les gouvernements de région."

Aucune disposition du projet ne porte sur les modalités de décompte de la perception éventuelle par les régions de centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques en application de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 3/, de la loi spéciale précitée.

Il y a lieu de combler cette lacune, sauf à expliquer dans le rapport au Roi les raisons qui justifient l'absence de règles ayant cet objet dans l'arrêté examiné.

2. Dans ses chapitres 1^{er} à 3, le projet examiné envisage que les réductions générales d'impôt ou les réductions d'impôt fondées sur l'article 6, § 2, 3/ et 4/, de la loi spéciale précitée peuvent techniquement être accordées selon trois méthodes différentes, à savoir "lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques", "par une réduction mensuelle du précompte professionnel" ou "par une réduction annuelle du précompte professionnel".

.../...

Lorsqu'il traite des augmentations générales d'impôt, le chapitre 4 du projet envisage uniquement l'hypothèse où celles-ci sont "appliquées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques".

Le Conseil d'État n'aperçoit pas les raisons du régime différencié ainsi mis en place entre les réductions générales d'impôt et les augmentations générales d'impôt. Ici aussi, il conviendrait que le rapport au Roi s'en explique.

3. Dans le système du projet, les réductions d'impôt octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques donnent lieu à un décompte définitif établi à l'expiration du délai d'imposition visé à l'article 354, alinéa 1^{er}, du CIR (trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition).

Toutefois, en cas de fraude, le délai d'imposition est porté à sept ans en vertu de l'article 354, alinéa 2, modifié par la loi du 22 décembre 2008. Or, dans les cas où l'impôt des personnes physiques est enrôlé après l'expiration du délai de trois ans, le contribuable a droit à la réduction d'impôt régionale mais, dans le système du projet, le montant de cette réduction d'impôt ne doit pas être remboursé par la Région, ce qui ne paraît pas conforme à l'article 9 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, précitée.

Cette observation vaut également pour les augmentations fiscales générales et les centimes additionnels.

Observations particulières

Intitulé des chapitres

Tel qu'il est rédigé, l'intitulé du chapitre I^{er} pourrait faire croire qu'il s'agit, d'une part, des réductions générales d'impôt et, d'autre part, de réductions d'impôt octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques.

Pour prévenir ce malentendu, il y aurait lieu d'intituler simplement le chapitre I^{er} : "les réductions d'impôt octroyées lors de l'établissement de l'impôt des personnes physiques".

Pour le même motif, le chapitre II devrait être intitulé "Les réductions d'impôt octroyées par une réduction mensuelle du précompte professionnel" et le chapitre III "Les réductions d'impôt octroyées par une réduction annuelle du précompte professionnel".

Dispositif

Article 9

Le délai endéans lequel la région concernée devra verser le montant des compensations constatées dans le premier décompte provisoire sera nécessairement fort bref : conformément à l'article 8, ce décompte reposera en effet sur les déclarations au précompte professionnel reçues jusqu'au 15 du mois de son envoi et le versement devra être effectué l'avant-dernier jour ouvrable du même mois. L'auteur du projet appréciera s'il n'y a pas lieu de prévoir que la région dispose au moins d'un délai de X jours entre le moment où elle reçoit le décompte provisoire et celui où elle doit effectuer le versement qui en résulte. D'un point de vue formel, la disposition en projet serait d'ailleurs inapplicable si le premier décompte provisoire était reçu le dernier jour ouvrable du mois.

Article 10

1. A plusieurs reprises, la disposition examinée se réfère à "l'exercice d'imposition visé à l'article 8" ou à "l'exercice d'imposition". Or, l'article 8 n'a pas trait à un exercice d'imposition particulier mais à l'octroi de réductions d'impôt par une réduction annuelle du précompte professionnel. C'est donc par référence à l'année de

l'octroi de réductions d'impôt par une réduction annuelle du précompte professionnel qu'il y a lieu de calculer les délais visés aux articles 10 et 11 du projet ⁽¹⁾.

2. Le paragraphe 1^{er} paraît procéder d'une erreur : il transpose l'article 5 du projet à la situation envisagée alors que c'est apparemment l'article 6 qu'il faudrait transposer.

Ainsi, l'article 10, § 1^{er}, du projet envisage l'envoi d'un décompte en février alors que ce décompte, selon la même disposition, doit incorporer des éléments qui ne sont pas connus avant le 30 juin.

3. Le texte doit être modifié en fonction des deux observations qui précèdent.

4. Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'article 11.

Article 15

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots "le cas échéant" sont sans utilité et doivent par conséquent être omis.

⁽¹⁾ Il ne convient pas de remplacer la notion d'exercice d'imposition par la notion de l'année de l'envoi du premier décompte provisoire visé à l'article 8. En effet, cette dernière notion n'est pas satisfaisante dans l'hypothèse où la réduction annuelle du précompte professionnel est octroyée au mois de décembre : dans ce cas, l'année de l'envoi du premier décompte provisoire (janvier de l'année N+1) n'est pas la même que l'année de l'octroi de la réduction (décembre de l'année N).

2. Dans l'avis 43.007/2, donné le 30 mai 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 juin 2007 fixant les modalités de décompte relatives à la réduction forfaitaire flamande de l'impôt des personnes physiques, le Conseil d'État a fait observer ce qui suit sous l'article 4 de ce projet :

"Au paragraphe 1^{er}, le mode de calcul des intérêts sur les montants restant dus n'est pas compréhensible pour les non-spécialistes.

Il n'est de surcroît pas possible de déterminer, à la seule lecture du texte en projet, ce qu'est «le taux d'intérêt marginal publié sur la page Reuters ECBOI (marginal rate ou allotement) diminué d'une marge de 25 bp».

Le texte en projet devrait être précisé sur ce point et la pérennité de l'accès aux données auxquelles il sera éventuellement renvoyé doit être garantie pour que la sécurité juridique soit assurée à l'autorité fédérale et aux régions, qui sont les seuls destinataires de l'arrêté en projet, et pour permettre au juge de trancher les éventuels litiges qui lui seraient soumis en la matière."

Comme l'article 15, § 1^{er}, du projet examiné reproduit sur ce point l'article 4, § 1^{er}, du projet d'arrêté qui a fait l'objet de l'avis 43.007/2, précité, cette observation reste d'application.

Article 16

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions confère aux Régions des compétences variées dans de nombreux domaines qui leur permettent d'adopter bien d'autres mesures que celles qui sont susceptibles d'entrer dans les prévisions de l'arrêté en projet.

Il ne peut donc être admis que l'arrêté en projet produise ses effets "à l'égard de toutes les mesures prises par les Régions sur base de la compétence qui leur est attribuée par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 6 et 9".

Il convient d'être plus précis en disposant :

"Le présent arrêté produit ses effets à l'égard des réductions d'impôt accordées par les Régions sur la base de l'article 6, § 2, 3/, de la loi spéciale du 16 juillet 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et des réductions et augmentations fiscales générales mises en oeuvre par les Régions sur la base de l'article 6, § 2, 4/, de la même loi spéciale qui sont d'application pour l'exercice d'imposition 2010 et les exercices suivants."

Si le champ d'application du projet est modifié à la lumière de l'observation générale 1, il conviendra d'adapter en conséquence la rédaction suggérée

Article 17

1. Compte tenu que la compétence déléguée au ministre des Finances par l'alinéa 1^{er} porte sur des mesures d'exécution administrative relatives à l'établissement des décomptes, elle peut être admise.

Par contre, au même alinéa, il ne revient pas à un arrêté royal, même adopté après concertation préalable avec les gouvernements de région, de prévoir que les mesures d'exécution de celui-ci seront adoptées en concertation avec les ministres régionaux qui ont les finances dans leurs attributions. Ainsi que l'impose l'article 9, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, précitée, il convient de prévoir que les mesures d'exécution envisagées à cet alinéa sont arrêtées "après concertation préalable avec les gouvernements de région", formule qui ne porte pas atteinte à la faculté dont dispose chaque gouvernement de région d'accorder en son sein les délégations qu'il estime utile.

2. Dès lors que, d'après l'article 9, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 précitée, la matière réglée par le projet ne peut l'être qu'après concertation préalable avec les gouvernements de région, l'alinéa 2 de l'article 17 ne peut prévoir que

.../...

le Ministre fédéral des Finances rectifie unilatéralement "les anomalies constatées ultérieurement dans le calcul des montants des décomptes provisoires et définitifs". La rectification de ces décomptes ne peut être mise en oeuvre qu'après une concertation préalable avec les gouvernements de région.

L'alinéa 2 doit donc être modifié en ce sens.

Article 18

L'exécutoire ne peut concerner un ministre que par la mention des compétences qu'il est susceptible d'exercer et non par la référence à l'ensemble des fonctions exercées par le ministre au moment où l'arrêté est adopté.

En conséquence, les mots "Vice-Premier Ministre et" doivent être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. KIRKPATRICK,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.751/2
VAN 21 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 december 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de afrekeningsmodaliteiten inzake de algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen en belastingkortingen toegekend door de Gewesten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Volgens de aanhef ervan ontleent het onderzochte besluit zijn rechtsgrond aan artikel 9, § 1, vijfde lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001.

Dit artikel 9, § 1, vijfde lid, bepaalt :

"De afrekeningsmodaliteiten van de toepassing van algemene belastingverminderingen en -vermeerderingen, opcentiemen en kortingen worden, na voorafgaandelijk overleg met de gewestregeringen, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

Geen enkele bepaling van het ontwerp betreft de nadere regels voor de afrekening van de eventuele heffing, door de gewesten, van opcentiemen op de personenbelasting met toepassing van artikel 6, § 2, eerste lid, 3/, van de voornoemde bijzondere wet.

Deze leemte moet worden weggewerkt, tenzij in het verslag aan de Koning de redenen worden opgegeven waarom in het onderzochte besluit zulke regels niet zijn opgenomen.

2. Volgens de hoofdstukken 1 tot 3 van het onderzochte ontwerp kunnen de algemene belastingverminderingen of de belastingkortingen gebaseerd op artikel 6, § 2, 3/ en 4/, van de voornoemde bijzondere wet technisch gezien volgens drie verschillende

.../...

methodes worden toegekend, te weten "bij de vaststelling van de personenbelasting", "door een maandelijks vermindering van de bedrijfsvoorheffing" of "door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing".

Voor zover hoofdstuk 4 van het ontwerp over algemene belastingvermeerderingen gaat, wordt alleen het geval geregeld waarin die worden "toegepast bij de vaststelling van de personenbelasting".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom aldus een verschillende regeling wordt ingevoerd voor de algemene belastingverminderingen en algemene belastingvermeerderingen. Ook hierover moet het verslag aan de Koning duidelijkheid verschaffen.

3. In de regeling omschreven in het ontwerp geven de belastingkortingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting aanleiding tot een definitieve afrekening vastgesteld na het verstrijken van de aanslagtermijn bedoeld in artikel 354, eerste lid, van het WIB (drie jaar te rekenen van 1 januari van het aanslagjaar).

Krachtens artikel 354, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, wordt de aanslagtermijn in geval van bedrieglijk opzet evenwel gebracht op zeven jaar. Ingeval de personenbelasting echter ingekohierd wordt na het verstrijken van de termijn van drie jaar, heeft de belastingplichtige recht op een belastingkorting van het gewest, maar in de bij het ontwerp voorgestelde regeling dient het bedrag van deze belastingkorting niet te worden terugbetaald door het gewest, wat niet in overeenstemming lijkt te zijn met artikel 9 van de voornoemde wet van 16 januari 1989.

Deze opmerking geldt eveneens voor de algemene belastingvermeerderingen en voor de opcentiemen.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift van de hoofdstukken

Het opschrift van hoofdstuk I kan in zijn huidige redactie de indruk wekken dat het enerzijds de algemene belastingverminderingen betreft, en anderzijds de belastingkortingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting.

Om dat misverstand te voorkomen moet het opschrift van hoofdstuk I eenvoudigweg als volgt worden geredigeerd : "Belastingkortingen toegekend bij de vaststelling van de personenbelasting".

Om dezelfde reden moet het opschrift van hoofdstuk II "Belastingkortingen toegekend door een maandelijks vermindering van de bedrijfsvoorheffing" luiden, en hoofdstuk III "Belastingkortingen toegekend door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing".

Dispositief

Artikel 9

De termijn waarbinnen het betrokken gewest het bedrag zal moeten storten van de compensaties vastgesteld in de eerste voorlopige afrekening, is noodzakelijkerwijs bijzonder kort : deze afrekening is overeenkomstig artikel 8 immers gebaseerd op de aangiften in de bedrijfsvoorheffing ontvangen tot de 15e van de maand te rekenen van de verzending ervan en de storting moet plaatsgevonden hebben op de voorlaatste werkdag van dezelfde maand. Het staat aan de steller van het ontwerp om te oordelen of niet dient te worden voorgeschreven dat het gewest over een termijn van ten minste een aantal dagen beschikt tussen het tijdstip waarop het de voorlopige afrekening ontvangt en het tijdstip waarop het de desbetreffende storting moet uitvoeren. Uit formeel oogpunt zou de ontworpen bepaling trouwens onuitvoerbaar zijn indien de eerste voorlopige afrekening ontvangen wordt op de laatste werkdag van de maand.

Artikel 10

1. In de onderzochte bepaling is meermaals sprake van "het aanslagjaar als bepaald in artikel 8" of van "het aanslagjaar". Artikel 8 betreft echter niet een welbepaald aanslagjaar, maar wel de belastingkortingen toegekend wordt door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing. Het is dus door verwijzing naar het jaar waarin een belastingkorting toegekend wordt door een jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing, dat de termijnen bedoeld in de artikelen 10 en 11 van het ontwerp moeten worden berekend ⁽¹⁾.

2. In paragraaf 1 is blijkbaar een vergissing begaan : in de situatie die hierin wordt behandeld, wordt aangehaakt bij het bepaalde in artikel 5 van het ontwerp, terwijl in werkelijkheid bij het bepaalde in artikel 6 dient te worden aangehaakt.

Zo voorziet artikel 10, § 1, van het ontwerp in de verzending van een afrekening in februari, terwijl die afrekening volgens dezelfde bepaling gegevens moet bevatten die niet vóór 30 juni bekend zijn.

3. De tekst moet worden aangepast op basis van de twee vorenstaande opmerkingen.

4. Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor artikel 11.

⁽¹⁾ Er is geen aanleiding om het begrip aanslagjaar te vervangen door het begrip jaar van verzending van de eerste voorlopige afrekening, bedoeld in artikel 8. Dit laatste begrip voldoet immers niet ingeval de jaarlijkse vermindering van de bedrijfsvoorheffing toegekend wordt in december : in dat geval valt het jaar van verzending van de eerste voorlopige afrekening (januari van het jaar N+1) niet samen met het jaar van toekenning van de vermindering (december van het jaar N).

Artikel 15

1. In paragraaf 1 moeten de woorden "in voorkomend geval", die overbodig zijn, vervallen.

2. De Raad van State heeft in advies 43.007/2, op 30 mei 2007 verstrekt omtrent een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 7 juni 2007 tot vaststelling van de afrekeningsmodaliteiten inzake de Vlaamse forfaitaire vermindering in de personenbelasting, onder artikel 4 van dat ontwerp het volgende opgemerkt :

"In paragraaf 1 is de wijze van berekenen van de interesten op de nog verschuldigde bedragen onbegrijpelijk voor niet-specialisten.

Bovendien is het onmogelijk om op basis van de loutere lezing van de ontwerptekst te bepalen wat de woorden «marginale rentevoet van de ECB zoals gepubliceerd op Reuters-pagina ECB01 (marginal rate of allotment), verminderd met een marge van 25bp» betekenen.

De ontwerptekst moet worden verduidelijkt op dat punt en een blijvende toegang tot de gegevens waarnaar eventueel wordt verwezen moet gegarandeerd worden opdat de federale overheid en de gewesten, die de enige adressaten zijn van het ontwerpbesluit, rechtszekerheid kunnen genieten en opdat de rechter eventuele geschillen kan beslechten die hem in dit verband worden voorgelegd."

Aangezien artikel 15, § 1, van het onderzochte ontwerp daaromtrent artikel 4, § 1, overneemt van het ontwerpbesluit waarover het voornoemde advies 43.007/2 is verstrekt, blijft deze opmerking onverkort gelden.

Artikel 16

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten verleent de gewesten diverse bevoegdheden in vele domeinen, waardoor ze tal van andere maatregelen kunnen treffen dan die welke kunnen vallen binnen het bepaalde in dit ontwerpbesluit.

Er kan derhalve niet worden aanvaard dat het ontwerpbesluit "uitwerking [heeft] op alle door de Gewesten genomen maatregelen op grond van de bevoegdheid die hen is toegekend bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 6 en 9".

Meer nauwkeurigheid is geboden, door te schrijven :

"Dit besluit heeft uitwerking op de belastingkortingen die door de gewesten worden toegekend op basis van artikel 6, § 2, eerste lid, 3/, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, alsmede op de algemene belastingverminderingen en -vermeerderingen die door de gewesten worden toegepast op basis van artikel 6, § 2, 4/, van dezelfde bijzondere wet en die van toepassing zijn op het aanslagjaar 2010 en de daaropvolgende aanslagjaren."

Indien de werkingssfeer van het ontwerp gewijzigd wordt in het licht van algemene opmerking nr. 1, moet de voorgestelde lezing dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 17

1. Gelet op het feit dat de bevoegdheid die het eerste lid delegeert aan de Minister van Financiën maatregelen van tenuitvoerlegging door de administratie betreft die te maken hebben met de vaststelling van de afrekeningen, kan ze worden aanvaard.

In datzelfde lid staat het echter niet om bij een koninklijk besluit, zelfs indien het is aangenomen na voorafgaand overleg met de gewestregeringen, te bepalen dat de maatregelen tot uitvoering van dat besluit zullen worden aangenomen na overleg met de gewestministers bevoegd voor de financiën. Zoals artikel 9, § 1, vijfde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 bepaalt, moet worden voorgeschreven dat de in dit lid voorgestelde uitvoeringsmaatregelen "vastgesteld worden na voorafgaand overleg met de gewestregeringen", een formulering die geen afbreuk doet aan de mogelijkheid voor iedere gewestregering om in haar midden de bevoegdheidsdelegaties te verlenen die ze nuttig acht.

.../...

2. Aangezien naar luid van artikel 9, § 1, vijfde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989 de in het ontwerp behandelde aangelegenheid alleen kan worden geregeld na voorafgaand overleg met de gewestregeringen, kan artikel 17, tweede lid, niet voorschrijven dat de federale Minister van Financiën "latere vastgestelde anomalieën in de berekening van de bedragen van de voorlopige en definitieve afrekeningen" eenzijdig kan rechtzetten. De rechtzetting van die afrekeningen kan pas geschieden na voorafgaand overleg met de gewestregeringen.

Het tweede lid moet dus dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 18

In de uitvoeringsbepaling kan een minister alleen worden vermeld met opgaaf van de bevoegdheden die hij kan uitoefenen, doch niet door verwijzing naar het geheel van de functies die hij uitoefent op het tijdstip waarop het besluit wordt aangenomen.

Bijgevolg dienen de woorden "Vice-Eerste Minister en" te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	J. KIRKPATRICK,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS